

Dossier hebdomadaire d'aide à la communication de proximité

Semaine du 5 au 11 juillet 2006

édito:

**le SMIC à 1 500 euros maintenant, le pays en a les
moyens**

articles:

SARKOZY L'IMPOSTEUR

le double langage de l'aristocrate de Neuilly

2007/RASSEMBLEMENT ANTILIBÉRAL

à propos des comités populaires

LA FRANCE, LA VRAIE...

fraternité, métissage et diversité

APPEL DE SYNDICALISTES

**Marie-George Buffet, porte parole du
rassemblement**

Le SMIC à 1500 euros maintenant

Le pays en a les moyens

Interrogés par l'institut CSA sur les enjeux qui compteront le plus pour eux au moment de voter lors de l'élection présidentielle en 2007, les Français placent désormais la question du pouvoir d'achat dans le peloton de tête de leurs préoccupations. Par rapport à 2002, le pouvoir d'achat est la réponse citée qui connaît la plus forte progression tandis que la sécurité enregistre la plus nette régression dans ce classement.

Des millions de salariés n'arrivent plus à vivre même en travaillant régulièrement, sans parler de millions d'autres privés d'emplois ou réduits à des contrats de plus en plus partiels et aléatoires. Le problème n'est plus seulement l'érosion du pouvoir d'achat. Nous sommes face à une très grave extension de la pauvreté dans le monde salarié lui-même et à une généralisation de la déqualification du travail à tous les niveaux de salaire. Au point que la France est désormais à un tournant : ou elle amplifie le transfert massif des richesses créées vers le capital, les dividendes, les revenus financiers au détriment des salaires, et le risque est alors d'affaiblir durablement les fondations de la croissance, ou elle inverse cette tendance en pariant sur la relance des salaires pour doper le dynamisme économique. Choisir la deuxième solution est tout à fait possible. Les profits accumulés, l'explosion des dividendes versés aux actionnaires montrent que la création de richesses existe, et qu'elle peut servir à amorcer le tournant. Mais, pour le moment, cet argent va ailleurs.

La question des salaires est au centre du choix entre deux conceptions de l'avenir de la société. Dans la logique qui domine actuellement, tous les choix sont pilotés par une mise en concurrence généralisée. La dictature des marchés financiers exige le moins disant social. Dans cette logique, la plongée des salaires n'est pas prête de s'arrêter. Un relèvement massif des salaires devient donc non seulement affaire d'urgence sociale, mais c'est la condition d'un nouveau type de croissance, moins prédateur, moins gaspilleur, plus humain, plus harmonieux, centré sur la réduction des inégalités.

Par où commencer ? La fixation sans délai du SMIC à 1500 euros serait un signe fort. C'est en tout cas l'exigence du PCF. Il fait ainsi écho à une mobilisation sociale qui grandit. Aujourd'hui, le niveau du SMIC et de l'ensemble des salaires de bas de grille ne permet pas de vivre dignement dans ce pays. Il y a d'un côté beaucoup de détresse sociale, de l'autre on voit que l'argent coule à flot pour les OPA, les dividendes pharamineux et les stock-options, les revenus financiers des entreprises ; il faut transformer cette situation. Cela passe par une hausse du SMIC et des salaires. Dans l'économie globale du pays, il y a les ressources pour cette augmentation salariale qui relancera la consommation et la croissance et donc améliorera la situation économique et les comptes de la Sécurité sociale.

Mais il faut, bien entendu, prendre simultanément une série de mesures pour créer un contexte favorable. Il s'agit d'une part de taxer les revenus financiers qui sont ceux des grandes entreprises, les dividendes qui ne sont pas réinvestis afin de modifier le rapport de forces entre les grands groupes et les petites entreprises, entre les sous-traitants et les donneurs d'ordre. Il faut aussi favoriser les PME avec des crédits à bas taux pour les investissements créateurs d'emplois. Et parce que la France est devenue un pays de bas salaires, il faut relayer l'augmentation du SMIC par une grande négociation sur les salaires ■

SARKOZY L'IMPOSTEUR

le double langage de l'aristocrate de Neuilly

Comment mettre en place une politique ultralibérale en prétendant répondre aux aspirations des Français ?

Tel était l'objectif du récent discours, super médiatisé, de Sarkozy dédié à "la France du travail", à Agen. Le chef de l'UMP a proclamé qu'il "propose une société d'égalité". Mais c'est pour prôner l'allègement des impôts des plus riches, "la mise sous tutelle des allocations familiales". Le ministre qu'adule le MEDEF a évoqué les affaires de stock-options et de salaires mirobolants des PDG en semblant déplorer les "outrances", mais c'est pour affirmer : "Je veux dire au grand patron qui gagne beaucoup d'argent qu'il est sain de gagner de l'argent quand on l'a mérité parce qu'on a contribué à créer beaucoup d'emplois et beaucoup de valeur". Il ne s'agirait que "d'assumer les rémunérations" publiquement. En revanche, il s'indigne qu'on puisse proposer l'augmentation du SMIC ou l'imposition du capital et des profits gigantesques.

Nicolas Sarkozy de Nagy-Bocsa a un estomac formidable. Ainsi, l'aristocrate de Neuilly convoque-t-il Saint-Just et la Révolution française pour prôner la réaction la plus aboutie. Il veut multiplier les heures supplémentaires et diminuer les cotisations patronales. Il baptise "liberté" le fait de mettre chacun en situation d'être contraint pour avoir un emploi de céder aux exigences de l'employeur. Ainsi un salarié serait-il "libre" de travailler plus de 35 heures ; de travailler le dimanche ; de ne pas faire grève ; d'être moins garanti sous le régime d'un "contrat unique" de travail, "plus souple" ; de ne plus être vraiment indemnisé s'il est chômeur et, comme son gouvernement vient de le décider, de travailler à quatorze ans pour 20 % du SMIC.

Lui qui a été ministre du Budget, ministre de l'Économie, ministre de l'Intérieur à plusieurs reprises dénonce le passage ces dernières années de "la fracture sociale" à la "désintégration sociale". Il en connaît la musique, lui qui mit le feu à des banlieues maltraitées et défavorisées. Mais il en attribue la responsabilité aux Français qu'il faudrait soigner par un "réapprentissage de la valeur du travail". Alors qu'ils sont les salariés les plus productifs au monde, selon les enquêtes internationales!

En invoquant Jaurès et Blum, le leader de la droite française prétend accommoder son paquet cadeau d'une faveur rouge et d'un ruban rose. Il n'en reste pas moins qu'il décalque les modèles ultralibéraux de Bush et de Blair. Faisant l'impasse sur leur formidable endettement et la pauvreté considérable d'une grande partie de la population, il affirme que "les Anglais ont un niveau de vie bien supérieur au nôtre", la preuve c'est que "de plus en plus d'Anglais achètent nos maisons" dans le Sud-Ouest.

Pour bien apprécier la valeur du modèle britannique, une petite histoire suffit, glanée en marge du Mondial de football. Un jeune Anglais, Nicolas Keher, à qui on a diagnostiqué un cancer en février, a été obligé de vendre ses deux places pour la demi-finale du 5 juillet afin de pouvoir se payer son traitement contre la maladie : le médicament qui lui permet de survivre, l'Avastin, n'est pas gratuit ni remboursé dans le système de santé public NHS ! Joli modèle à décalquer sans doute pour définir "la France nouvelle" de Sarkozy.

Ce n'est certes pas par une surenchère sécuritaire ou libérale qu'il sera possible de mettre en échec le candidat proclamé de l'UMP, qui croit avoir trouvé dans le double langage la pierre philosophale de la politique ■

à propos des comités populaires

**Le 10 mai dernier, l’“ appel ”
pour un rassemblement
antilibéral de gauche
et des candidatures communes ”
était rendu public.**

Il proposait à celles et ceux qui souhaitaient agir pour un tel rassemblement de créer des lieux, au niveau national et surtout local, où ils puissent y travailler ensemble.

Ce rassemblement ne pourra se construire que par une dynamique populaire et citoyenne, au plus près des quartiers, villages, lieux de travail. Les collectifs de proximité qui sont en train de se créer en sont et vont en être le moyen. C’est là que les questions politiques fondamentales conditionnant le rassemblement, projet pour le pays et la localité, objectif politique de la campagne, conditions de celle-ci, seconds tours, majorité/gouvernement, candidatures, etc. doivent être débattues et que les conditions de cette dynamique vont se créer.

Un “ mode d’emploi ” mis au point par le collectif national d’initiative précise notamment que, dès leur création, ces collectifs doivent s’efforcer de “ rassembler toutes les forces et sensibilités représentées dans l’appel ” – dont le PCF en tant que tel et ses militantes et militants – et que l’ambition est d’aller “ bien au-delà des cercles militants ”, de viser la participation la plus large. C’est publiquement que doivent se créer puis vivre ces collectifs.

Qu’il s’agisse de leur création, de leur conception, de l’animation de leurs débats et de leur action, on voit bien que les communistes ont une responsabilité essentielle.

Le collectif national est mis en place. Il réunit les différentes composantes de l’appel : les organisations et réseaux politiques (Alternatifs, Convergence citoyenne, Gauche républicaine, MARS, PCF et adhérents de la LCR, de PRS, des Verts) et une douzaine de personnalités. Il demeure explicitement ouvert à d’autres mouvements ou personnes indispensables à l’élargissement du rassemblement tels les militants syndicaux et associatifs.

Le collectif national n’est pas une direction politique. Son rôle est avant tout d’aider à la création et à la vie des collectifs locaux, en leur fournissant des informations et des moyens permettant leurs échanges d’idées et leur développement. À cette fin, plusieurs groupes de travail ont été créés : pour recenser et vérifier le caractère “ unitaire et populaire ” des collectifs locaux ; pour préciser le projet politique ; pour élaborer la communication. Le PCF est évidemment associé à l’ensemble de ce travail.

Une réunion du collectif national, élargie aux signataires de l’appel et aux collectifs locaux qui le souhaitent, vient d’avoir lieu le 1er juillet. Par ailleurs une réunion des collectifs locaux est d’ores et déjà programmée le 10 septembre ■

LA FRANCE, LA VRAIE...

fraternité, métissage et diversité

“ Vive la France, pas celle que Le Pen veut, mais la vraie ”.

Cette réplique de Lilian Thuram à la dernière provocation raciste du chef de l'extrême droite, combien de fois l'avons-nous entendue, déclinée de diverses manières, en ces dernières chaudes nuits de victoires françaises au Mondial de football ! “ Vive la France ! ”, “ Allez les Bleus ”, criés par des jeunes explosant de joie dans les quartiers populaires de Seine-Saint-Denis ou des quartiers nord de Marseille. Des jeunes qui ressemblent tant à leurs héros, aux Zidane, Vieira, Ribery, Henry et tous les autres, à la France d'aujourd'hui, loin des fantasmes dangereusement entretenus par les faiseurs de peur de tout bord.

En 1998, le triomphe des Bleus semblait avoir provoqué enfin une large reconnaissance de la richesse qu'apportent la diversité et le métissage de notre société, résumée alors par l'expression imagée : black, blanc, beur. Cette prise de conscience fut éphémère, vite battue en brèche par des politiques de discrimination et de stigmatisation de l'immigration, scandaleusement associée à l'insécurité et à la délinquance. Ces jeunes qui vibrent pour l'équipe de France et agitent le drapeau tricolore sont les mêmes que ceux qui se sont sentis insultés lorsque Sarkozy évoqua les “ racailles ” et promit le nettoyage au Karcher, ceux qui subissent des contrôles au faciès. Ces jeunes donnent aujourd'hui une leçon magistrale à un ministre de l'Intérieur postulant à la plus haute charge de l'État, qui a repris à son compte le slogan du FN, “ La France, aimez-la ou quittez-la ”.

À la vérité, le chef de l'UMP s'est-il vraiment demandé s'ils aimaient la France, ces écoliers et collégiens dont les parents sont privés de papiers et qui sont menacés d'expulsion en cette fin d'année

scolaire ? Un saisissant contraste oppose le climat de fraternité joyeuse qui semble gagner des millions de Français en ces jours de coupe du monde et la politique d'un gouvernement qui a oublié ce qu'humanité veut dire. Après la loi CESEDA, qui fait de l'immigré une ressource pour le patronat, que l'on choisit selon les besoins de celui-ci, à qui l'on tente d'empêcher le mariage en France et dont l'expulsion vers le pays d'origine est facilitée, la traque des enfants de sans-papiers constitue une nouvelle honte pour la France.

Mais Sarkozy a nettement sous-estimé la colère qu'allait provoquer sa décision. Ces enfants ont été placés sous protection citoyenne dans chaque école, dans chaque quartier. Avec le *Réseau éducation sans frontières*, des milliers de citoyens, élus de gauche, syndicalistes, enseignants parrainent des enfants, s'engagent à les soutenir, à les accompagner et le cas échéant à les cacher, au risque de s'exposer eux-mêmes à des poursuites judiciaires. Devant un acte de résistance civique d'une telle ampleur, soulignée par les dizaines de milliers de manifestants qui ont défilé samedi à Paris et dans d'autres villes, le gouvernement se voit contraint de manœuvrer en recul, laissant espérer des régularisations aux familles qui en feront la demande, selon des critères toutefois fort imprécis. Au-delà de la date butoir du 13 août, la chasse aux enfants peut s'ouvrir et si la vigilance populaire se relâche les milliers de familles qui ont attendu de longues heures devant les préfectures risqueraient de s'être précipitées dans la gueule du loup.

Tout cela ne serait pas très sportif et les Français, rassemblés derrière une équipe incarnant la fraternité et la diversité, ne sauraient laisser des gendarmes se saisir des enfants d'immigrés ■

APPEL DE SYNDICALISTES

Marie-George Buffet porte-parole du rassemblement

Forts de l'expérience qu'ils ont conduite l'an dernier, lors du référendum européen, des syndicalistes franciliens, notamment des militants de la CGT et de la FSU, s'engagent pour que le monde du travail pèse à nouveau dans la campagne électorale de 2007.

C'est le point de vue notamment de Joël Biard, syndicaliste en Seine-Saint-Denis : " En raison de leurs rapports au travail, de leur connaissance des entreprises, les militants syndicaux ne peuvent rester en dehors du débat, comme citoyens ". D'où l'idée de lancer un nouvel appel intitulé : " Libéralisme stop. Ensemble, ouvrons une perspective politique nouvelle qui s'adresse à tous les militants syndicaux qui " veulent poursuivre dans l'unité ce qui a été mené en commun pour le Non et contre le CPE ", précise Joël Biard. " Faire entrer le social dans la campagne ", ajoute Thierry Dumez (93) qui figure également parmi les tout premiers signataires.

Partant de la constatation que " le succès unitaire qui a conduit au retrait du CPE est symbolique d'une volonté majoritaire de refuser la précarité et d'ouvrir d'autres perspectives, comme l'a été le 29 mai le résultat du référendum ", l'appel insiste sur la nécessité de " répondre aux besoins sociaux et de s'engager dans des modifications radicales de partage des richesses [...], d'ouvrir une perspective nouvelle lors des élections présidentielles et législatives ". Et d'appeler à la constitution d'un " rassemblement antilibéral porteur d'objectifs sociaux,

économiques et politiques transformateurs, socle de la victoire de toute la gauche ". " C'est le sens de l'appel à la création de collectifs auxquels certains participent " précise le texte. " Notre appel est une contribution au débat sur le contenu de la politique à mettre en œuvre et au rassemblement qu'il faut créer " explique Joël Biard et, poursuit le syndicaliste, " finalement pour porter ce contenu et ce rassemblement, il faut choisir une seule personne pour la présidentielle. La constitution est ainsi faite ". Une question sur laquelle l'appel prend clairement position : " Si certains abordent les échéances de façon personnelle et politicienne, nous ne pouvons que constater que lors du référendum, l'apport du PCF a été reconnu par tous [...], son influence est une nécessité pour créer les conditions d'une véritable politique alternative ". Et les signataires de préciser : " La voix des salariés doit être portée haut. C'est pourquoi nous pensons que Marie-George Buffet, par ses qualités, sa connaissance du quotidien et des attentes des salariés de notre pays, est aujourd'hui la personnalité qui dispose des meilleurs atouts pour être la porte-parole du rassemblement large, populaire, ancré dans le monde du travail que nous appelons de nos vœux ".

" Que le rassemblement soit représenté par une personnalité politique, ce n'est pas un handicap, mais une chance ", insiste Joël Biard, " pour poursuivre la dynamique engagée dans la campagne du Non et la lutte contre le CPE ".

Rédigé il y a quelques jours, l'appel est disponible sur le site :

<http://monsie.orange.fr/liberalismestop/>